

01 août 1935

LE JOUR

1^{er} AOUT 1934 – 1^{er} AOUT 1935

Le journal existe depuis un an et il nous semble que depuis un an un bond considérable a été fait.

Le lecteur impartial – pour ne pas parler du lecteur indulgent - nous accordera que la tâche était dure et que nous l'avons accomplie sans devoir personne.

Contre une véritable conspiration, le JOUR s'est frayé un chemin à travers d'épaisses broussailles. Il débouche aujourd'hui sur le carrefour pour y occuper sa place au soleil. On nous permettra de penser sans vanité que nous avons mérité d'occuper cette place.

Partis au moment le plus dur de la vie politique et économique au Liban, nous avons contribué dans ces deux domaines à la recherche de la vérité.

Nous nous sommes battus chaque jour, pour abolir une légende d'indignité, pour détruire à jamais une impression d'incapacité, voire même de déchéance qui accablaient les Libanais.

Dans l'intérêt du bien public, nous avons démoli des réputations usurpées, volées dont ne subsiste à présent que le souvenir malsain. Nous n'avons manqué aucune occasion de rappeler à nos compatriotes leurs intérêts et leurs devoirs, la nécessité d'être courageux, l'obligation d'être stables.

Nous aimons notre pays et nous aimons la France : tout notre programme est là.

Nous avons parlé de liberté avec vigueur, d'indépendance avec modération, de collaboration avec passion, clamant toutefois qu'il n'y a pas de collaboration possible sans une confiance mutuelle, sans un mutuel respect.

Nous nous trouvons au bout d'un idéal au service d'une doctrine constante, invariable, et – tous les Libanais, tous les Français en jugeront – conséquents avec nous-mêmes.

Nous avons défendu, nous défendrons les institutions libanaises *parce que ces institutions sont sous Mandat* pas l'absolu, nous soutiendrons probablement un autre point de vue. Français nous serions peut-être en ce moment antiparlementaires ; Libanais nous cherchons simplement une contrepartie raisonnable à une autorité limitée.

Il arrive que des intérêts libanais se trouvent en conflit avec des intérêts français : dans ce cas, sans mettre en doute la bonne foi et qui que ce soit, nous voulons être défendus. Nous estimons que nous ne le sommes pas assez.

Nous réprouvons toute critique systématique, tout esprit d'opposition, aveugle et sectaire ; la politique du dépit est la pire de toutes ; nous mettons en garde contre une telle politique tous les Libanais.

Méconnaître ce que la France a fait pour le Liban serait une injustice sans excuse. *Nous savons tout ce que nous devons à la France*, mais nous voulons aussi que la France se souvienne de ce que nous avons subi et accepté pour elle.

Le territoire exigü auquel nous sommes réduits de la France avec nous, dans le Levant, une partie de nos difficultés économiques, l'étai qui nous étroit sont les signes mêmes de notre fidélité ; nous n'avons jamais ignoré de quelles convoitises nous étions l'objet ; nous avons défendue désespérément notre personnalité, pour que la France fût avec nous.

C'est pourquoi toute politique française au Liban, et la plus réaliste même, ne peut pas faire table rase du sentiment, au profit du droit de conquête.

A l'origine de notre situation actuelle il y a, il y aura toujours une question sentimentale et les devoirs moraux qu'impose le consentement mutuel.

Telle est notre thèse : telle elle demeurera, quel que soit le cours des événements.

Nous désirons aussi voir les Libanais unis.

Les Libanais seront un peuple le jour où ils seront capables d'admettre sans discussions byzantines, une hiérarchie, une discipline, un mot d'ordre ; ils seront un peuple le jour où soutenant les bons serviteurs du Pays, et modérant leurs critiques, ils cesseront de mettre autant de passion aux petites choses qu'aux plus grandes.

Nous pensons que la France n'a rien à redouter de cela, qu'elle peut y aider puissamment, qu'elle en a même le devoir, qu'elle y contribuerait sans doute, si, appliquant le Mandat dans sa lettre et dans son esprit, elle écartait délibérément de son chemin pour une œuvre de haute moralité et de salut public, ce qui n'est qu'intrigues, flagornerie et platitude.

L'effort français dans ce sens aurait pour résultat une forme ennoblie de cette collaboration franco-libanaise que nous voulons durable et qui est notre désir le plus cher.